

Chapitre I

La « Grande Guerre »

Ce sont les contemporains qui, dès 1918, ont associé à la guerre qui s'achevait l'épithète de « grande », tant la violence y fut extrême, tant l'ensemble de la population fut mobilisé, tant le conflit fut total et effroyable.

En 1914, il y a près de dix ans que les tensions entre la France et l'Allemagne se sont aiguisées, même si leurs principales manifestations ont été excentrées par rapport à la métropole. En 1905 en effet, à Tanger, l'empereur d'Allemagne Guillaume II a menacé la France en disant vouloir préserver coûte que coûte les intérêts allemands au Maroc ; c'est encore au Maroc qu'a eu lieu une crise grave en 1911, lorsqu'une canonnière allemande a été envoyée à Agadir, sans doute pour tenter de mettre fin à l'expansion française. L'éventualité d'une guerre se fait donc tangible depuis plusieurs années. L'attentat perpétré le 28 juin 1914 à Sarajevo contre l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand déclenche dès lors une activation des alliances diplomatiques en cascade. Le gouvernement austro-hongrois estime que la Serbie est responsable de l'attentat. En soutien à son allié serbe, la Russie mobilise ses troupes ; or la France est pour sa part l'alliée de la Russie et l'Allemagne, celle de l'Autriche-Hongrie. Lorsque le gouvernement allemand enjoint au gouvernement russe, par ultimatum, de cesser la mobilisation, ce dernier refuse, tandis que la France ne le désapprouve pas. Aussi l'Allemagne déclare-t-elle la guerre à la Russie le 1^{er} août et à la France le 3.

La guerre telle qu'elle se dessine est totalement inédite pour la population française : en 1870, il n'y avait pas eu de mobilisation générale. Lorsque celle-ci est décrétée, le 1^{er} août 1914, la résolution

et la résignation dominant, parmi les 3,6 millions d'hommes mobilisés pour le combat. La thèse de l'agression allemande est dans tous les esprits. Il s'agit dès lors de défendre sa patrie et son foyer.

I Entrer en guerre

1. L'état des esprits : une « union sacrée » ?

En apparence, les divisions sociales et politiques sont suspendues. Le président de la République Raymond Poincaré trouve une formule exprimant cette trêve : « La France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée ». Au sommet de l'État, on donne quelques gages de cet esprit de concorde nouvelle. Par exemple, la préfecture de police possédait une liste de tous les militants politiques jugés dangereux (socialistes, anarchistes, syndicalistes...) et susceptibles d'être arrêtés préventivement en cas de guerre : le « carnet B ». Or, le ministre de l'Intérieur Malvy décide de ne pas s'en servir ; c'est une main tendue au mouvement ouvrier. Le gouvernement témoigne également sa sollicitude à l'égard des catholiques : les mesures frappant depuis le début du siècle les congrégations religieuses sont suspendues. De fait, on assiste à une intégration pratique des catholiques dans la République : 25 000 prêtres sont mobilisés ; seule une minorité d'entre eux forme l'aumônerie militaire, les autres se battent au front. De leur côté, les monarchistes de l'Action française, si prompts à honnir la République qu'ils nomment habituellement « la Gueuse », s'apprentent à soutenir le gouvernement républicain.

Dans le mouvement ouvrier aussi, on se rallie et on accepte la guerre. Cela n'avait pourtant rien d'évident : en 1908, au congrès de la CGT réuni à Marseille, avait été rappelée la formule de Marx et Engels : « Les travailleurs n'ont pas de patrie ». En juillet 1914, la CGT se dit encore « irréductiblement opposée à toute guerre ». Quant au Parti socialiste, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), son congrès vient de voter une motion déclarant qu'en cas de conflit, le parti devrait déclencher une grève générale contre la

guerre, dans tous les pays concernés. Durant quelques jours, la CGT organise des manifestations pacifistes, mais elle y renonce vite. De la même manière, la SFIO, dont le dirigeant charismatique, Jean Jaurès, ardent pacifiste, a été assassiné le 31 juillet, commence par tenir dans les principales villes de France des réunions en faveur de la paix ; cependant, la direction du parti ne tarde pas à se rallier, tant par crainte de représailles que par patriotisme. Pour la première fois, la SFIO fait son entrée au gouvernement, avec Jules Guesde, ministre d'État, et Marcel Sembat, ministre des Travaux publics ; le président du Conseil est alors René Viviani, un socialiste indépendant.

2. La « der des ders » ?

Pour les contemporains, il paraît certain que c'est là une guerre qui mettra fin à toutes les guerres et qu'elle sera donc la dernière : d'où l'expression de « der des ders ». Chaque camp est assuré d'être porteur d'une civilisation supérieure. En France on pense mener une lutte de la démocratie contre les Empires autoritaires que sont l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman. Il se dessine à partir de cette idée l'attente d'un monde meilleur. En outre la France a été attaquée, estime-t-on, elle doit être défendue.

Le ralliement à la défense nationale procède toutefois d'analyses différentes. La gauche se mobilise au nom de la « guerre pour le droit », par patriotisme soucieux de propager les valeurs républicaines, contre l'Allemagne impériale et militariste. La droite, pour sa part, campe sur la position d'un nationalisme intransigeant et entend lutter contre « l'ennemi héréditaire ».

3. Une guerre qu'on imagine brève

Sur le terrain militaire, le commandement français espère d'abord renouveler une sorte d'offensive « napoléonienne », avec des avancées rapides et des victoires décisives, ce que laisse espérer, dès le 7 août, la prise de Mulhouse par les soldats français. Mais les troupes allemandes franchissent la frontière du Nord de la France, en passant par la Belgique – dont elles violent ainsi la neutralité. Elles

avancent alors rapidement, du nord-ouest vers l'est. L'armée française doit battre en retraite, la bataille des frontières est perdue et ce sont les troupes allemandes qui pénètrent profondément dans le territoire français. Le 2 septembre, le gouvernement doit quitter Paris menacé pour Bordeaux, et une partie de la population des régions envahies prend elle aussi le chemin de l'exode. Lors de la bataille de la Marne, entre le 6 et le 9 septembre, au cours de combats d'une extraordinaire violence, les soldats français parviennent cependant à faire reculer quelque peu les troupes adverses ; « la Marne » est une victoire, mais une victoire défensive. Le prix en est élevé : 25 000 morts. Jamais la France n'avait connu une telle hécatombe. Puis le front se stabilise, le long d'une ligne courant du Pas-de-Calais aux Vosges.

II. Vivre et survivre en temps de guerre

1. Une culture de guerre

À partir de décembre 1914, après les premières offensives ennemies, un dixième du territoire français est occupé par les troupes allemandes. Or, il s'agit d'une zone industrielle riche et stratégique, qui comprend notamment les houillères et les usines textiles du Nord ainsi que la métallurgie des Ardennes. Dans les départements occupés, la population vit en permanence sous le contrôle des troupes allemandes ; les réquisitions ajoutent encore à la précarité des conditions de vie. Les exigences imposées aux communes occupées sont énormes. Des milliers de personnes sont contraints à un travail obligatoire au service des troupes adverses. Certaines grandes villes proches du front, comme Reims, connaissent de surcroît la terreur des bombardements.

Dans l'ensemble de la France, le secteur agricole souffre de la guerre, non seulement en raison des départs des hommes pour le front, mais aussi à cause des réquisitions de chevaux, de blé et de farine ; le manque d'engrais nuit aussi à la qualité des récoltes. Les

pénuries touchent la population civile, surtout pour le charbon. De manière générale, la vie est chère et précaire.

La guerre est totale et c'est dès lors la violence que l'on retrouve tant dans le vocabulaire des journalistes et des intellectuels que dans la correspondance des soldats et de leur famille où l'ennemi est diabolisé. La mobilisation des individus est partout présente dans les actualités cinématographiques, dans les exercices scolaires, les livres et les jouets pour enfants, dans les cartes postales. Pour financer la guerre, l'État lance un grand « emprunt de la défense nationale », à grand renfort de publicité patriotique et d'affiches lançant fièrement : « On les aura ! », « Pour le drapeau, pour la victoire ! ». Aux sacrifices humains des soldats doivent répondre les sacrifices financiers des civils. Il y a bien là une « culture de guerre ».

2. L'intervention de l'État : une société sous contrôle

Entre septembre et décembre 1914, le gouvernement dispose de tous les pouvoirs et se dispense du contrôle parlementaire. Le Parlement en effet l'a autorisé à gouverner par décrets-lois. Il faut attendre le 22 décembre pour que le Parlement se réunisse à nouveau. À compter de cette date, il siège normalement pendant toute la durée de la guerre, mais sa marge de manœuvre est restreinte, les principales décisions étant prises par le gouvernement et par le commandement militaire. En outre, le Parlement décide immédiatement d'ajourner toute élection ; pendant la guerre, le suffrage universel ne s'exerce donc plus.

Le renforcement du pouvoir exécutif s'accompagne d'un accroissement de la place de l'État. Jusqu'en 1914, on n'en attendait qu'un rôle de protection très ponctuelle. Ses fonctions étaient avant tout « régaliennes », limitées à la police et à la justice, auxquelles on ajoutait l'assistance aux plus pauvres. À présent, son intervention s'exerce tous azimuts : sur la fixation des prix, sur le contrôle des changes, sur l'organisation des transports, sur l'immigration. Ce sont l'État et ses administrations qui organisent les réquisitions et la

répartition des matières premières, et qui passent commande aux usines d'armement.

Du fait de la guerre, tous les départements, y compris les trois départements algériens, sont placés en état de siège. Cela signifie qu'un régime d'exception se met en place, dont les conséquences sont graves : des réunions peuvent être interdites, des perquisitions à domicile sans procédure préalable peuvent être effectuées. L'état de siège confère aussi un rôle essentiel aux conseils de guerre, composés seulement de trois juges qui peuvent statuer sans instruction et sans recours possible, privant les prévenus de bon nombre de leurs droits.

En matière de presse, le régime est extrêmement sévère, là encore : le gouvernement est à même de prendre des mesures de censure préventive sans procédure juridique préalable. Bon nombre d'hommes de presse estiment alors que la censure s'exerce moins contre les informations confidentielles liées au déroulement du conflit, que sur des prises de position politiques ; Georges Clemenceau proteste ainsi en débaptisant son journal *L'Homme libre* et en lui donnant pour titre *L'Homme enchaîné*. Toutefois, une presse non conformiste voit aussi le jour durant la guerre, comme *Le Canard enchaîné*, ou se maintient, comme *L'Œuvre*, qui publie en feuilletons le roman d'Henri Barbusse aux accents pacifistes, *Le Feu*.

3. Industries de guerre, industries en guerre

Pour certaines entreprises industrielles, le conflit joue un rôle de moteur du progrès économique. Ce sont surtout les grandes entreprises, dans la chimie (Saint-Gobain, Péchiney), l'automobile (Renault, Citroën), la métallurgie (Schneider, Wendel), qui bénéficient ainsi de la guerre. L'industrie métallurgique en particulier se développe à vive allure, en lien avec les besoins d'armement. Le conflit en cours est bel et bien une guerre industrielle, dans laquelle l'artillerie est privilégiée.

La guerre provoque aussi des mutations dans l'organisation du travail : la taille des usines s'accroît, leur utilisation est rationalisée, la

production de masse et en série s'organise, avec la progressive adoption du taylorisme. Une main-d'œuvre féminine remplace les mobilisés à l'usine, dans les transports et les administrations ; en 1917, l'industrie compte 600 000 femmes, soit près de 200 000 de plus qu'en 1913. Malgré cela, la main-d'œuvre manque dans les industries travaillant pour la guerre. Il y avait environ deux millions de chômeurs à la veille du conflit ; ils trouvent pour la plupart à s'employer. On embauche également des ouvriers étrangers, notamment des Chinois, et d'autres qui viennent des colonies – Indochine et Algérie principalement. Les industries françaises font même travailler des prisonniers de guerre. Mais il faut encore rappeler du front environ 500 000 ouvriers. Cette situation crée une distorsion entre ouvriers et paysans, qui eux restent tous sur les champs de bataille.

4. Les colonies mobilisées

La guerre contribue à faire prendre conscience de l'importance que revêt l'Empire colonial, devant le sacrifice des tirailleurs indochinois ou sénégalais venus mourir dans les plaines du Nord et de l'Est, envoyés la plupart du temps en première ligne. Ce sont 600 000 soldats et travailleurs coloniaux qui aident la France dans ce conflit, ce qui représente, pour ces territoires peu peuplés, une importante ponction. Mais l'opinion méconnaît les révoltes qui ont lieu dans l'Empire, celles des peuples d'Indochine ou de Volta en 1915, par exemple, et surtout ces véritables chasses à l'homme menées pour recruter des soldats. Dans son ignorance, la bonne conscience des Français est alors sans faille.

III. Combattre

1. De l'offensive à la guerre de position

Après les grandes batailles des premiers mois, le conflit s'enlise. C'est une longue guerre de position qui commence, et qui durera quatre années. Dès lors, cette guerre ne consiste plus qu'à tenter de gagner quelques pouces de terrain, au prix de milliers de morts cha-

que jour. « Je les grignote », dit celui qui dirige le haut commandement, le général Joffre, au sujet des soldats allemands : l'expression indique bien le caractère dérisoire des « avancées » de 1915.

À partir du mois de février 1916, le commandement allemand lance une offensive pour tenter de prendre Verdun et sa région parsemée de forts. Toute l'armée française, régiment après régiment, passe alors par Verdun, qui devient « la » bataille par excellence. Pour l'historien Antoine Prost, « une semaine à Verdun, c'est un voyage au bout de la condition humaine, au-delà de tout ce qu'on avait pu imaginer ». Le général Pétain parvient à organiser la défense de la zone et à contenir l'avance allemande : « Verdun » est à nouveau, comme « la Marne », une victoire défensive pour les troupes françaises. Le général Foch conduit ensuite la bataille de la Somme, à l'été 1916, mais une fois de plus les résultats sont négligeables, alors que les pertes, elles, sont effroyables. À la tête de l'état-major français, Joffre est alors remplacé par le général Nivelle.

Celui-ci veut reprendre une stratégie offensive et rompre le front allemand. Mais devant le désastre que constitue, en avril 1917, l'offensive du Chemin des Dames, en Champagne, malgré l'utilisation pour la première fois de chars d'assaut français, un certain nombre de soldats se mutinent. Lors de ces mutineries, on n'assiste néanmoins à aucun phénomène de fraternisation avec les soldats du camp adverse. Les mutins, au nombre de 40 000 environ, ne désertent pas, ils ne tentent pas de quitter le front pour l'intérieur du pays, mais restent dans leurs cantonnements et refusent de monter en ligne, insultant leurs officiers lorsqu'ils les jugent incompetents et chantant parfois « L'Internationale ». Pétain, devenu général en chef des armées françaises, préfère user d'une relative modération dans la répression : on dénombre 629 condamnations à mort et finalement 75 exécutions. Pétain se montre également soucieux d'améliorer, autant que faire se peut, les conditions de vie des soldats, pour le repos et la nourriture, et d'augmenter le rythme des permissions. Il veut aussi faire cesser les offensives qui déciment les troupes sans résultats autres que quelques mètres gagnés sur le champ de bataille. De surcroît, l'entrée en guerre des Américains aux côtés des